



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

**Mai 1968 au Sénégal : Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical /
Omar Gueye
éd. Karthala, 2017
cote : 62.075**

La crise de Mai 68 au Sénégal a constitué, selon Omar Gueye, la « plus sérieuse confrontation » de Léopold Sédar Senghor avec les travailleurs syndicalistes et « la plus sérieuse menace à laquelle il ait eu à faire face durant sa longue carrière politique ». La thèse consacrée au sujet par ce professeur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar lui a valu un doctorat en histoire sociale ; soutenue devant l'Université d'Amsterdam, elle a fait l'objet de la présente publication. Ces recherches ont bénéficié de l'intérêt porté au 40^e anniversaire de Mai 68, suscitant de nombreux témoignages que l'auteur s'est employé à recueillir depuis une décennie. Les archives officielles sénégalaises n'étant que peu ouvertes à la consultation sur la période, le professeur Gueye a pu, en revanche, croiser les éclairages que lui ont apportés les archives diplomatiques françaises mais aussi britanniques, et le Fonds Foccart.

Faut-il relier le Mai 68 sénégalais aux mouvements de contestation qui ont alors surgi dans le monde ? Le professeur Alain Schnapp, de l'Université de Paris I, après avoir évoqué dans sa préface la crise en France, affirme que « le seul pays où s'est produit un phénomène du même genre est le Sénégal ». Dans la postface, le professeur Charles Maier, de l'Université d'Harvard, note pour sa part : « Omar Gueye insiste, à juste titre, sur le fait que le Mai 68 sénégalais n'était pas une copie du Mai 68 français ». Il souligne « la prudente analyse sociale et politique qui place les événements sénégalais dans le courant du 1968 global », à laquelle s'est livré l'auteur. Ce dernier, dans une approche équilibrée, tout au long de l'ouvrage, s'efforce de démontrer la compatibilité des deux commentaires.

La crise a pour point de départ la contestation à l'université de mesures restrictives sur le montant des bourses. Sur fond d'effervescence politique et sociale, un mouvement de grève des cours puis des examens débute le 18 mai et s'amplifie jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre sur le campus, le 29 mai. Elles procèdent à son évacuation sans ménagement. Un étudiant qui manipulait un cocktail Molotov trouve la mort, les blessés se comptent par dizaines. La répression qui suivit, avec l'arrestation des étudiants sénégalais et étrangers grévistes, suscite l'indignation et l'entrée en lice des syndicats de travailleurs. La population dakaroise s'implique. Le 29 mai, des manifestations éclatent dans la capitale, se multiplient le lendemain et aboutissent à la grève générale, le vendredi 31 mai, troisième de ces « Journées de



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/). Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

feu ». Dakar est paralysée avec barricades, pillages et incendies de véhicules. La veille, le Président Senghor, dans un message à la nation, avait appelé au calme et annoncé la fermeture de l'université. L'état d'urgence était instauré et le couvre-feu ordonné. En application des accords de défense avec la France, nos militaires prennent le contrôle des points sensibles, dont l'aéroport. Au paroxysme des événements, la décision est prise de recourir à l'armée nationale et de l'autoriser, ainsi que les forces de l'ordre, à tirer. Simultanément, le Gouvernement appelle des militants du parti au pouvoir à gagner la capitale depuis les zones rurales du Sine Saloum et de Diourbel, pour afficher leur soutien au chef de l'Etat. Dans le même temps, plusieurs chefs religieux musulmans prônent l'apaisement tandis que les Pères dominicains français prêtent assistance à des étudiants et s'élèvent contre la répression au campus, suscitant le courroux du Président, leur coreligionnaire. Pourtant, le 1^{er} juin, avec la reprise du travail annoncée par les cheminots, commence le retour progressif à la normale, annonciateur des négociations futures, entamées alors que le Président a remanié son gouvernement, le 5 juin. Le ministre de l'Education nationale, Amadou Makhtar Mbow, sur la sellette, est remplacé par Assane Seck, ministre de la Culture, et les attributions du ministère des Forces Armées, supprimé, sont transférées à la Présidence.

Le choix du Gouvernement est de traiter séparément les conflits. La crise a été plus brève avec les travailleurs. Pourtant leur engagement, en solidarité avec les étudiants, a contribué à faire vaciller le régime. Senghor ne l'oubliera pas. Au-delà, il n'existe pas de réelle communauté d'intérêts entre les deux entités. Par ailleurs, les salariés en milieu urbain, rémunérés régulièrement, sont considérés comme des privilégiés au regard des masses rurales, immense majorité de la population. Les artisans de la grève ont été les dirigeants de l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS) du Cap-Vert, seule région où le mouvement ait été généralisé. Quant à l'organisation syndicale, si elle a choisi la confrontation, elle n'en demeure pas moins affiliée au parti au pouvoir. Cette situation ne peut ainsi être rapprochée du Mai 68 français. La négociation, du 8 au 12 juin, est conclue le 13, dans un esprit « de compréhension générale », avec pour résultat « une augmentation du SMIG de 15%, et le principe d'une participation des employeurs à la couverture santé et celui d'un régime complémentaire de retraite ». Les intéressés ont obtenu satisfaction.

Plus complexe, le futur de l'université est le « nœud du problème ». En 1968, Dakar est la « 18^e université française », financée à 75% par la France, comptant essentiellement des enseignants français, et accueillant quelque 1.000 étudiants sénégalais, 850 Français, et 1.300 autres étrangers d'une vingtaine de nationalités, la plupart africains. A la suite de l'évacuation du campus, les étudiants sénégalais grévistes sont internés dans un camp militaire puis libérés le 9 juin avant de se disperser dans leurs régions d'origine. Leurs camarades africains sont rapatriés d'office par avion et une poignée de Français, jugés extrémistes, expulsés. Le président Senghor, convaincu de la nécessité de vider « un abcès politique dangereux pour la survie de l'Etat sénégalais », s'en tient à sa décision de fermer l'université au moins un an, et de remettre à plat l'institution. Des conversations avec la France, en juillet, permettent de sauver les formations prioritaires mais la grève et le boycott des examens perdurent. Pourtant, contrairement à toute attente, une quasi réplique du dénouement avec les travailleurs intervient le 14 septembre après 48 heures de négociations entre le Gouvernement et l'Union des étudiants sénégalais (UDES), l'UNTS agissant comme facilitateur. Les autorités cèdent à l'essentiel des revendications qu'il s'agisse du taux des bourses, des deux sessions d'examen



Académie des sciences d'outre-mer

qui permettront de sauver l'année, et de la réouverture de l'université. Les étudiants de 3^e et 4^e année poursuivront leur scolarité en France.

Senghor perdant ou gagnant dans sa « capitulation » face aux étudiants ? La représentation française se montre préoccupée ; l'ambassadeur Vyau de Lagarde estime la preuve apportée aux contestataires que « l'action énergique était payante ». Pour autant, le remodelage d'une université dont le président demeure fier a répondu à ses attentes en la rendant mieux contrôlable : diminution de moitié des effectifs, restriction aux pays soudano-sahéliens des nouvelles admissions et renégociation des accords avec la France impliquant une africanisation des programmes et un abandon de la validité de plein droit des diplômes, toutes mesures contribuant à « faire découvrir leur extranéité » à nombre de nos compatriotes. Pour autant, ce bénéfice a été au prix d'une seconde capitulation inattendue. Ces deux inflexions auraient tenu à la perception par le Président d'une perte de soutien de la part « de plusieurs de ses ministres, des grands marabouts et de la majorité de l'opinion publique ». Qui plus est « Senghor répugnait aux affrontements violents et prolongés ».

Ils avaient atteint un point culminant pendant les « Journées de feu », le 29 mai. Selon un ancien ministre de la Défense, « le président désespéré aurait *proposé au général Jean-Alfred Diallo, chef d'état-major général*, de prendre le pouvoir si telle était sa volonté, ce qu'il avait refusé ». Pour qui croit voir dans le Mai 68 sénégalais une réplique des événements en France, il n'y a qu'un pas à franchir en rapprochant ce moment de profond découragement de celui prêté au général de Gaulle lorsqu'il s'était rendu à Baden-Baden, le même jour. L'un et l'autre surmonteront les crises de Mai 68, rétablissement qui s'inscrira dans la durée pour Senghor puisqu'il lui restera à accomplir les trois cinquièmes de son parcours à la tête du pays.

Le président sénégalais, le 30 Mai, tourne en dérision les grévistes de l'université qui ont « attendu la révolte des étudiants de Paris pour faire la même chose que les toubabs, pour singer les étudiants français sans modifier une virgule ». Il décrit ainsi un Mai 68 lié aux événements en France, dénonçant au passage « la main extérieure », allusion à la Chine. Les étudiants vont dans le même sens en valorisant les liens de solidarité nés des deux révoltes, illustrés par l'occupation de l'ambassade du Sénégal et par les désordres orchestrés à Francfort, par Daniel Cohn-Bendit, lors de la remise du Prix de la Paix à Léopold Sédar Senghor, en septembre. De même, la sémantique de la « génération des barricades » est partagée par les contestataires parisiens et dakarois dans ces moments de dérive libertaire et d'aspiration à une libération des mœurs. Pour autant, le professeur et syndicaliste Iba Der Thiam, pour avoir été « au cœur de l'action et des négociations », affirme que « ces événements n'ont pas été, comme en France, une révolution sociale, libertaire, politique et culturelle pour la jeunesse rurale et pour l'écrasante majorité de la population urbaine ».

L'argumentation selon laquelle Mai-68 au Sénégal n'a pas suscité, à l'échelle du pays, une large adhésion populaire, apparaît convaincante. Il aurait pu en être autrement aujourd'hui avec les échanges sur les réseaux sociaux. Cependant, après le bref embrasement de la capitale généré par le détonateur de la contestation étudiante, le Sénégal n'était plus tout à fait le même après Mai 68, « grande secousse qui, au lieu d'emporter le régime, lui permit de consolider ses bases ». Il en a été ainsi grâce à l'intelligence et à l'habileté politique de Léopold Sédar Senghor dont les « renversements spectaculaires » ont pu surprendre : intransigeance puis



Académie des sciences d'outre-mer

capitulation, fondée sur l'érosion de ses appuis traditionnels, qu'il a su, par la suite, enrayer. Ainsi serait-il parvenu, grâce à eux, à préserver le conformisme de la société. Dans le même temps, le contre-pouvoir du monde syndical et celui des étudiants ne pouvaient être ignorés par un Président dont la pensée liant la négritude au socialisme était remise en cause par ses adversaires. Il n'en demeure pas moins qu'il sut gérer les conflits récurrents intervenus dans les années qui suivirent immédiatement. Et c'est finalement, quelque dix ans plus tard, qu'il choisit de quitter le pouvoir, après avoir accompli un parcours politique maîtrisé que certains de ses pairs, sur le continent africain, ont pu lui envier.

Jean-Pierre Vidon